Communiqué de presse
7 juillet 2010

Plan de redressement des finances publiques 2011-2013 ET LA « RILANCE » RUINA LA JEUNESSE…

La présentation hier à l'Assemblée nationale du plan de redressement des finances publiques sonne le glas des espoirs nés du Livre Vert sur les politiques « jeunesse », jeunesse déjà frappée de plein fouet par la crise, aujourd'hui sacrifiée sur l'autel de la « rilance ».

La dégradation des conditions financières de 700 000 étudiants et de leurs familles va s'accentuer, puisque la suppression de la possibilité de cumuler l'aide personnelle au logement (APL) et la demi-part fiscale par enfant à charge, va rendre plus difficile encore le quotidien des étudiants issus de la classe moyenne, qui ne bénéficient d'aucune bourse.

Ce choix opéré par le gouvernement, alors que les jeunes constituent déjà un public précarisé face à l'accès au logement, risque d'avoir des conséquences terribles quant à la poursuite d'études, incontournable pourtant en pleine période de crise.

Cette décision est d'autant plus douloureuse qu'elle s'inscrit dans un contexte de réduction massive du soutien de l'État aux politiques publiques du logement. Le projet du gouvernement annonce en effet le désengagement total de l'État dans le domaine du logement social. La construction de nouveaux logements, la réhabilitation du parc existant et le financement des aides à la pierre, incomberont donc, presque entièrement, aux Organismes HLM, qui n'ont pourtant pour seules recettes que les loyers.

« Ces mesures, si elles sont adoptées, vont encore dégrader les conditions de vie des publics les plus fragilisés. Ce n'est pas acceptable ! » a déclaré Patrick Quinqueton, Président de l'UNHAJ.

Aides au logement et aides à l'emploi : voici les secteurs sur lesquels le gouvernement a décidé de faire des économies en pleine période de crise. Ces baisses massives d'aide sociale vont engendrer une **triple peine** pour les jeunes qui seront pénalisés à la fois sur le logement, les études et l'emploi.

Plutôt que d'hypothéquer une fois encore l'avenir de la jeunesse, il faut, au contraire, lui permettre de se préparer dans les meilleures conditions à l'arrivée sur un marché du travail, toujours plus exigeant, compétitif et globalisé.

Toutes les coupes budgétaires ne se valent pas et l'UNHAJ estime que celles présentées mardi sont intolérables. L'État ne peut continuer, en période de crise, à frapper ainsi les publics les plus fragiles. D'autres solutions peuvent et doivent être trouvées : il en va de la justice sociale et de la solidarité nationale.

L'Union nationale pour l'habitat des Jeunes, c'est :
- 330 adhérents (associations et personnes morales) présents dans plus de 250 villes, porteurs de projets pour l'habitat des jeunes :
  - Ils accueillent, informent et orientent les jeunes dans l'accès au logement autonome
  - Ils proposent 40 000 logements en collectif (de type Résidences sociales-FJT) ou en diffus
  - Ils offrent un ensemble de services destinés à favoriser l'accès à l'emploi, à la santé, aux transports, aux loisirs…
- 200 000 jeunes accueillis chaque année

Contact presse UNHAJ :
Nelly Paolantonacci Tél. : 01 41 74 80 96 – Courriel : communication@unhaj.org

Union nationale pour l'habitat des jeunes
12, avenue du Général de Gaulle, 94307 Vincennes cedex
Tél. : 01.41.74.81.00 - Télécopie : 01.43.74.04.29 - Courriel : unhaj@unhaj.org
Site Internet : www.unhaj.org